GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Fondé à Bruxelles en 1979, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 17 mars 2017

HELLENDORFF Bruno. *« Crise politique en Malaisie : silence et turbulences »,* Note d'Analyse du GRIP, 17 mars 2017, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/2282

NOTE D'ANALYSE

Crise politique en Malaisie : silence et turbulences

Par **Bruno Hellendorff**

17 mars 2017

Résumé

Depuis 2015, la Malaisie est engoncée dans une crise politique qui n'en finit pas, précipitée par un scandale de corruption d'ampleur mondiale. Au cœur de la tourmente, le Premier ministre Najib Razak aurait perçu pas moins d'un milliard de dollars d'un fonds souverain – « 1MDB » – au bord de la faillite aujourd'hui. Son gouvernement a pourtant réagi par une fuite en avant potentiellement déstabilisatrice pour toute la région : il a réduit au silence ses détracteurs par un usage intensif de lois liberticides et joue la carte raciale et religieuse pour gagner des élections qui s'annoncent contestées. Une telle évolution est appelée à déborder des frontières, mais pour quelles conséquences ?

Abstract

Malaysia's political crisis: silence and turbulences

Since 2015, Malaysia is mired in a political crisis that was prompted by a world-scale corruption scandal. Facing these turbulences, Prime Minister Najib Razak allegedly received no less than US$ 1 billion from a sovereign fund – « 1MDB » – he himself set up and presided. 1MDB is now close to bankruptcy. In place of apology, Najib's government forged ahead: it silenced its critics by an intensive use of draconian regulations and now plays the racial and religious cards in prevision of a hotly contested general election. Such an evolution will probably spill over national borders, but with what impact?

Introduction

Depuis 2014, une affaire de corruption empoisonne le second mandat du Premier ministre malaisien Najib Razak ; elle concerne le fonds souverain « 1*Malaysia Development Berhad*[1] » ou « 1MDB » qu'il a lui-même créé et dirigé. Un fonds qui a accumulé plus de 11 milliards de dollars de dettes sans que les projets pour lesquels il avait été lancé n'aient réellement avancés, et qui menacerait l'équilibre fiscal de l'État[2]. Il aurait servi de caisse noire au parti au pouvoir, dans un pays où les dépenses électorales sont très peu règlementées. Pire, plusieurs individus, dont le Premier ministre lui-même, sont soupçonnés d'avoir financé des dépenses somptuaires par le biais de 1MDB. Au moins 3,5 milliards de dollars pourraient avoir été détournés[3]. Au niveau international, l'affaire a pris une telle ampleur qu'elle fait l'objet d'instructions dans une demi-douzaine de pays au moins.

Le scandale 1MDB, pourtant, n'a pas mené le Premier ministre à démissionner. Au contraire, son gouvernement a considérablement durci la répression à l'égard de l'opposition, de la presse et de la société civile, au travers d'instruments législatifs particuliers, tels qu'une loi anti-sédition héritée de l'époque coloniale ou une loi anti-terrorisme qui englobe tout acte « portant atteinte à la démocratie parlementaire »[4].



Le Premier ministre malaisien Najib Razak, lors d'un discours en 2012. Crédit photo: Firdaus Latif (Source : *flickr*)

Alors que de nouvelles élections générales sont attendues en 2017, deux questions majeures se posent quant à l'évolution politique de la Malaisie. D'une part, le silence qu'impose le gouvernement à ses détracteurs augure-t-il d'une reconfiguration durable, potentiellement dangereuse, des rapports de force et institutions démocratiques du pays?

D'autre part, quelles répercussions et quelles turbulences ce dossier peut-il impliquer sur une scène régionale déjà agitée ? La Malaisie, à n'en pas douter, est une puissance clé du Sud-Est asiatique.

Le pays borde la mer de Chine méridionale, où il revendique plusieurs îlots et un plateau continental étendu. Son économie est dynamique et son gouvernement vante une stabilité politique sans égale : le parti du Premier ministre, l'*United Malays National Organization* ou « UMNO », est au pouvoir depuis l'indépendance de la fédération, en 1957. Diplomatiquement, Putrajaya[5] a construit sur ce socle une image de partenaire fiable et modéré.

---

1. « *Berhad* » ou « *Bhd.* » correspond à « *Limited* » ou « *Ltd.* » ; il s'agit d'une forme de société constituée au regard des capitaux apportés par les associés. Ces capitaux représentent généralement le maximum exigible en cas de faillite.
2. Voir notamment : « Najib Razak's links to Malaysia fund need transparency », *Financial Times*, 9 juillet 2015 ; CK Tan, « Moody's warns 1MDB default could weigh on Malaysia », *Nikkei Asian Review*, 26 avril 2016 ; Chia Yan Min, « Ringgit hit by 1MDB scandal, fall in oil prices », *The Straits Times*, 23 juillet 2016 ; Bhavan Jaipragas, « Malaysia's Ringgit Rout Raises Spectres of 1998 Asian Financial Crisis », *South China Morning Post*, 20 décembre 2016.
3. « 1MDB: The case that has riveted Malaysia », *BBC*, 22 juillet 2016.
4. Jeevan Vasagar, « Malaysian anti-corruption activist arrested on eve of rally », *Financial Times*, 18 novembre 2016.
5. Putrajaya est la capitale officielle de la Malaisie depuis 2001.

De la sorte, la Malaisie avait réussi à nouer une relation de défense privilégiée avec Washington en même temps qu'un partenariat économique avantageux avec Pékin. Aujourd'hui, dans le contexte d'un « scandale qui n'en finit pas »[6], cet équilibre est remis en question. Alors que des tendances autoritaires se manifestent clairement dans plusieurs pays voisins, comme aux Philippines ou en Thaïlande, la trajectoire politique de la Malaisie est autant un indicateur de certaines tendances de fond qu'un vecteur de changement elle-même.

1. « Le plus gros scandale financier au monde »

1.1. Révélations et enquêtes

1MDB est l'un des fonds souverains de la Fédération de Malaisie, créé par l'actuel Premier ministre pour attirer des capitaux étrangers et dynamiser la croissance économique du pays. De 2009 à 2013, le fonds a bénéficié d'une réputation favorable, bénéficiant à la fois d'un soutien politique fort et d'une garantie d'État sur ses emprunts. Cependant, après les élections générales de 2013, 1MDB avait un passif de plus de 10 milliards, tout en ne disposant que de 20 millions de dollars en cash. Le fonds ne parvenait plus à payer les intérêts dus sur sa dette, ce qui ne manqua pas d'attirer l'attention des médias malaisiens, ainsi que de la presse spécialisée[7]. Comment 1MDB, projet-phare du Premier ministre en fonction, pouvait-il avoir de telles difficultés ?

À la fin 2014, la police malaisienne entreprenait une enquête sur les transactions de 1MDB[8]. Puis les choses se sont accélérées. Depuis 2015, plusieurs journaux, dont le *Sarawak Report* et le *Wall Street Journal*, ont mis en évidence une série de malversations – niées par les individus et entités concernés – au sein de 1MDB. Au centre de leurs enquêtes, plusieurs individus, tous proches du Premier ministre Najib Razak, et plus particulièrement un certain Low Taek Jho, ou Jho Low, un jeune homme d'affaires d'une trentaine d'années qui s'est vite fait remarquer pour son train de vie ostentatoire[9].

Ce petit groupe est soupçonné d'avoir détourné plusieurs milliards de dollars des comptes de 1MDB, pour acquérir des résidences de luxe aux États-Unis et au Royaume-Uni, acheter des œuvres de Van Gogh et Monet, et même financer la production d'un film hollywoodien : « Le Loup de *Wall Street* » avec Leonardo DiCaprio dans le rôle phare.

Depuis juillet 2016, le ministère de la Justice américain a même annoncé une enquête visant à saisir l'équivalent d'un milliard de dollars en biens mal acquis sur le territoire américain. Bien que le Premier ministre Najib Razak n'est pas explicitement mentionné par la justice américaine, le document que cette dernière a publié se réfère à « *Malaysian Official* 1 » ; un officiel de haut rang au centre de l'affaire[10]. Des sources gouvernementales ont confirmé que « *Malaysian Official* 1 » est bien Najib Razak[11].

---

6. Kean Wong, « Najib Razak and the Neverending 1MDB Scandal », *The Diplomat*, 31 août 2016.
7. Tom Wright & Bradley Hope, « Behind the 1MDB Scandal: Banks That Missed Clues and Bowed to Pressure », *The Wall Street Journal*, 6 septembre 2016.
8. Tom Wright & Bradley Hope, « 1MDB and the Money Network of Malaysian Politics », *The Wall Street Journal*, 28 décembre 2015.
9. Voir : Tom Wright & Bradley Hope, « Malaysia Prime Minister's Confidant Had Central Role at Troubled 1MDB Fund », *The Wall Street Journal*, 19 avril 2016.
10. « Documents and Resources from the July 20, 2016 Press Conference Announcing Significant Kleptocracy Enforcement Action to Recover more than $1 Billion Obtained from Corruption Involving Malaysian Sovereign Wealth Fund », *US Department of Justice*, 27 juillet 2016.
11. Karishma Vaswani, « Who is 'Malaysian Official 1'? Case closed », *BBC*, 1er septembre 2016.

D'après le ministère de la Justice américain, au moins 3,5 milliards de dollars US auraient été détournés de 1MDB, en trois « phases » distinctes. Ce qui fait de l'affaire « le plus gros scandale financier au monde »[12]. C'est sur les données fournies par le *Sarawak Repo*rt, le *Wall Street Journal* et le ministère de la Justice américain que reposent aujourd'hui les éléments concrets de compréhension d'un système institutionnalisé de détournements massifs que continuent de nier ses protagonistes. C'est sur ces mêmes sources que nous retraçons le « schéma 1MDB » reproduit en fin de document.

1.2. La phase *Good Star*

Le fil du scandale remonte à la création d'un fonds d'investissement, appelé *Terengganu Investment Authority* (TIA), en février 2009. Ce fonds était chargé de gérer les revenus pétroliers de l'état malaisien de Terangganu. Une fois constitué, le fonds leva près de cinq milliards de ringgits (soit environ 1,4 milliard de dollars US) en obligations islamiques ou « *sukuk* »[13], garanties par le gouvernement fédéral. Le sultan de Terengganu décida cependant de se retirer et le gouvernement fédéral prit le contrôle de TIA en septembre 2009, qu'il renomma « 1MDB ». Le fonds avait pour mission de doper la croissance économique du pays par des investissements stratégiques, dans l'énergie notamment.

Le premier contrat passé par 1MDB sera conclu avec une firme inconnue mais dirigée par un prince saoudien, *PetroSaudi*, lors d'une visite officielle de Najib Razak en Arabie saoudite[14]. Selon l'accord de septembre 2009, une joint-venture au capital de 2,5 milliards de dollars US fut établie : 1MDB devait apporter 1 milliard en cash et *PetroSaudi* l'équivalent d'1,5 milliard en actifs (pétroliers). *PetroSaudi* ne disposait pourtant pas des actifs décrits mais obtint 60 % des parts de la joint-venture *PetroSaudi*-1MDB.

L'argent emprunté sur le marché des Sukuk fut officiellement utilisé pour financer la joint-venture ; il sera cependant, pour une bonne partie, versé sur le compte suisse d'une compagnie offshore, *Good Star Limited*, enregistrée aux Seychelles[15]. *Good Star Limited* n'était pas une filiale de *PetroSaudi*. Elle appartenait à Jho Low, à l'époque un jeune homme de 29 ans sans position officielle ni au sein de 1MDB ni au sein de la joint-venture[16]. Le conseil d'administration de 1MDB valida le transfert d'un milliard de dollars vers *Good Star*[17], ce qui permit à Jho Low d'ensuite financer un train de vie excessif et de redistribuer plusieurs dizaines de millions de dollars aux différents partenaires impliqués.

Les explications fournies par l'équipe dirigeante de 1MDB quant à la destination effective de ces fonds ne convainquirent pas la firme d'audit *Ernst & Young* alors chargée de valider les comptes de 2010[18]. Le Premier ministre décida alors de changer d'auditeur et 1MDB se tourna vers KPMG : lorsque, plusieurs années plus tard, KPMG s'interrogea à son tour sur ce même « investissement », Najib Razak mit également fin au contrat avec la société d'audit[19].

12. Randeep Ramesh, « 1MDB: The inside story of the world's biggest financial scandal », *The Guardian*, 28 juillet 2016.
13. Les *Sukuk* sont l'équivalent des obligations au sein de la finance islamique. Il s'agit d'actifs à terme respectant la charia.
14. Randeep Ramesh, « 1MDB: The inside story of the world's biggest financial scandal », *op.cit.*
15. *Ibid*., para 60-62.
16. *Ibid*., para 43.
17. « Documents and Resources… », para 47-52.
18. Tom Wright & Bradley Hope, « Behind the 1MDB Scandal… », *op. cit.*
19. *Ibid*em.

En 2011, 1MDB versera 330 millions de dollars supplémentaires sur le compte *Good Star*. De ce montant, environ 24,5 millions seront reversés sur un compte en Arabie saoudite, appartenant à l'un des fondateurs de *PetroSaudi*. De ce compte, 20 millions retourneront ensuite en Malaisie, sur le compte de « *Malaysian Official* 1 » : Najib Razak[20].

1.3. La phase « *Aabar* »

Dans un second temps, en 2012, 1MDB se tourna vers la banque américaine *Goldman Sachs* pour se financer sur les marchés internationaux. Il s'agissait de lever 3 milliards de dollars en deux offres distinctes, pour des projets d'investissements dans des usines de production d'électricité, financés par ailleurs en grande partie sur le marché bancaire national. Des garanties furent fournies par Najib Razak qui signa une « lettre d'appui » et par un fonds d'investissements souverain d'Abu Dhabi : *International Petroleum Investment Company* ou « IPIC »[21]. C'est Jho Low qui permit d'associer IPIC à l'opération[22]. En échange de cette garantie, une filiale d'IPIC – *Aabar Investments PJS* – disposait d'une option pour entrer dans le capital des actifs acquis (les centrales). Ces dernières appartenaient aux groupes malaisiens *Genting* et *Tanjung*, qui se trouvaient avoir de solides appuis politiques, et les prix auxquels 1MDB les a rachetées ont été largement considérés comme surévalués[23]. Leur valeur a d'ailleurs été rapidement revue à la baisse dans les livres de compte de 1MDB…



Jho Low avec l'acteur américain Leonardo DiCaprio lors de la sortie du film « Le Loup de *Wall Street* ». (Source : Sarawak Report)

Des trois milliards de dollars levés sur les marchés mondiaux, 1,4 milliard ont été transférés vers le compte suisse d'une firme enregistrée aux îles vierges britanniques, *Aabar Investments PJS Limited*, du même nom que la filiale d'IPIC (à l'exception du « *Limited* »). IPIC et *Aabar* ont par la suite confirmé que *Aabar Investments PJS Limited* (ou « *Aabar Limited* ») ne faisait pas partie de la structure du groupe[24]. 1,1 milliard de dollars furent reversés du compte d'*Aabar Limited* vers un compte singapourien appartenant à une firme du nom de *Blackstone Asia Real Estate Partners*. Via *Blackstone*, des centaines de millions de dollars seront versés, par firmes d'investissements interposées, sur une série de comptes privés. Khadem Abdulla Al Qubaisi, le directeur exécutif d'IPIC, reçut 473 millions de dollars. Mohamed Ahmed Badawy Al-Husseiny, le PDG d'*Aabar* (filiale d'IPIC), reçut 66,6 millions. Najib Razak, quant à lui, reçut 30 millions. *Blackstone* appartenait à un individu présenté par le ministère de la Justice américain comme un associé de Jho Low : Eric Tan[25].

Aabar Limited versera aussi 238 millions de dollars à Riza Shahriz Bin Abdul Aziz ou « Aziz », le beau-fils de Najib Razak et un ami de Jho Low, sur le compte singapourien de sa firme de production cinématographique *Red Granite*. C'est cette firme qui financera, à hauteur d'une centaine de millions de dollars, le film « Le Loup de *Wall Street* ».

20. « Documents and Resources… », para 99.
21. *Ibid*., para 9, 114.
22. Justin Baer, Tom Wright & Ken Brown, « Goldman Sachs Ties to Scandal-Plagued 1MB Run Deep », *The Wall Street Journal*, 22 décembre 2016.
23. Gurmeet Kaur & Leong Hung Yee, « Report details 1MDB's power plant power purchase terms », *The Star*, 11 novembre 2014.
24. « Documents and Resources…», para 157-158, 161.
25. *Ibid*., para 30.

Un milliard supplémentaire fut payé par 1MDB en 2014 à *Aabar Limited* sous le prétexte d'un rachat des options d'Aabar sur le capital des centrales électriques. Au final, l'essentiel de l'argent versé à *Aabar Limited* sera siphonné et utilisé à des fins d'enrichissement personnel par les différents protagonistes. Pourtant, dans ses comptes 2014, 1MDB mentionnait encore ses versements à *Aabar Limited* comme un actif et non une dette[26].

1.4. La phase « *Tanore* »

En mars 2013, alors que se préparaient les élections générales, 1MDB se tourna encore vers *Goldman Sachs* pour une nouvelle émission de titres. L'objectif était de lever trois milliards de dollars rapidement, pour investir conjointement avec IPIC dans le projet de centre financier à Kuala Lumpur – le *Tun Razak Exchange* (du nom du père de Najib Razak). Une joint-venture fut d'ailleurs créée, sous le nom de *Abu Dhabi Malaysia Investment Company* ou « ADMIC ». Une nouvelle lettre de soutien fut produite par Najib Razak, engageant l'État malaisien à garantir les dettes de 1MDB[27].

Des tois milliards levés par *Goldman Sachs*, 1MDB en vira 1,59 milliard vers des comptes non affiliés à *Aabar*, 1MDB ou ADMIC[28]. Ces comptes étaient enregistrés au nom des compagnies écran *Tanore Finance Corporation* et *Granton Property Holdings Limited* et leur bénéficiaire était Eric Tan. Du compte *Tanore*, 681 millions de dollars furent transférés sur le compte de Najib Razak (duquel 620 millions de dollars seront reversés)[29]. Le même compte qui avait été crédité – notamment – de 20 millions de dollars en 2011 par *Good Star*, et de 30 millions un an plus tard, par *Aabar Limited*[30]. De son côté, *Goldman Sachs* aura gagné près de 600 millions de dollars en commissions pour les introductions en bourse qu'elle aura organisées en 2012 et 2013, pour un montant total emprunté de 6,5 milliards de dollars[31].

À partir de 2014, la santé financière de 1MDB commença à préoccuper les marchés et les observateurs spécialisés. À mesure que se précisèrent les soupçons de malversations, le Premier ministre se trouva au centre d'une série d'enquêtes. Le transfert de presque 700 millions de dollars sur son compte fut révélé à la mi-2015[32], provoquant des investigations de la part de la banque centrale malaisienne, de la commission pour la lutte contre la corruption (« MACC »), une commission spéciale du Parlement et du Vérificateur général (l'équivalent de la Cour des comptes). À l'étranger, des instructions furent ouvertes aux États-Unis, en Suisse, à Singapour, à Hong Kong et même à Abu Dhabi[33]. D'après le *Wall Street Journal*, c'est au moins 1 milliard de dollars qui auraient été versés sur les comptes personnels du Premier ministre Najib Razak[34].

---

26. « refundable deposit ... held aside as collateral for the (IPIC) guarantee ». *Ibid*., para 116.
27. *Ibid*., para 238.
28. *Ibid*., para 245, 256.
29. *Ibid*., para 259-264.
30. *Ibid*., para 261.
31. Justin Baer, Tom Wright & Ken Brown, « Goldman Sachs Ties to Scandal-Plagued 1MB Run Deep », *The Wall Street Journal*, 22 décembre 2016.
32. Tom Wright & Simon Clark, « Investigators Believe Money Flowed to Malaysian Leader Najib's Accounts Amid 1MDB Probe », *The Wall Street Journal*, 2 juillet 2015. Voir également: Arnold Puyok, « Najib's political headache », *East Asia Forum*, 26 novembre 2015.
33. Tom Wright & Bradley Hope, « 1MDB Scandal: Deposits in Malaysian Leader Najib's Accounts Said to Top $1 Billion », *The Wall Street Journal*, 1er mars 2016.
34. *Ibidem.*

Un nouveau tour fut donné à l'affaire lorsqu'il apparut qu'Eric Tan, intermédiaire clé dans les schémas « *Aabar Limited* » et « *Tanore* », n'était autre que Jho Low lui-même[35]. Enfin, à la mi-2016, il apparut qu'au moins 15 millions de dollars avaient été utilisés, depuis les comptes de Najib Razak, pour des achats de produits de luxe dans différents pays[36].

Cependant, au-delà du montant des fonds détournés et de l'utilisation qui en fut faite par un groupe d'individus trop heureux de mener un (très) grand train de vie, c'est l'utilisation politique du fonds 1MDB qui pose question, et qui déstabilise la Malaisie.

2. Des répercussions politiques majeures

La coalition que dirige l'UMNO a perdu la majorité des deux tiers lors des élections de 2008, et perdu le vote populaire lors du scrutin de 2013. Pour un parti au pouvoir depuis 1957, le défi que pose une opposition unie est rien moins qu'existentiel. Qu'un scandale tel que l'affaire 1MDB mette en cause son président de parti, qui est aussi Premier ministre, et c'est véritablement tout l'*establishment* qui tremble. Faut-il néanmoins y voir la chronique d'une mort annoncée ?

2.1. Vers un effondrement annoncé de l'UMNO ?

Lorsque Najib Razak finit par reconnaître le versement de 681 millions de dollars sur son compte, en octobre 2015, il aurait rappelé à un groupe de dirigeants de l'UMNO que cet argent leur avait servi à tous, alors que les élections de 2013 s'annonçaient très serrées[37]. Au vu d'une réglementation sur le financement électoral problématique[38], l'argument de Najib Razak était qu'il tenait l'argent en dépôt, au bénéfice de son parti[39]. Il apparait en fait que, pour rester au pouvoir, l'UMNO a raffermi son contrôle sur les « cordons de la bourse » et en a fait un usage intensif au moment où il en avait le plus besoin. Il n'y pas de loi en Malaisie qui interdise l'usage de fonds publics pour financer les campagnes électorales[40]. Au travers de programmes de charité, et d'une compagnie en charge de sa responsabilité sociale, 1MDB aurait dépensé des centaines de millions de dollars avant les élections de 2013, dans des circonscriptions particulièrement importantes pour l'UMNO[41]. Un autre exemple est fourni par le *Wall Street Journal* qui cite le cas d'une unité du groupe *Genting* (à qui plusieurs centrales furent rachetées par 1MDB) qui fit une donation de 10 millions de dollars à une œuvre de charité liée au Premier ministre, cette dernière investissant massivement dans l'état clé de Penang avant le vote[42]. Fin 2015, le Premier ministre déclarait encore qu'il n'y avait rien d'inhabituel à ce que des compagnies contrôlées par le gouvernement fassent des donations aux partis politiques, en promettant une réforme avant les prochaines élections générales – qui devront se tenir en 2018 au plus tard[43].

35. « Saudi Royal Donation Or Suspicious Transaction? », *Sarawak Report*, 5 janvier 2017 ; « Who Was The Signatory On The Eric Tan Account? », *Sarawak Report*, 12 janvier 2017.
36. Harrison Cheng (Control Risks), « A Political Battle In Malaysia Signals Far-Reaching Fallout », *Forbes*, 5 avril 2016.
37. Tom Wright & Bradley Hope, « 1MDB and the Money Network of Malaysian Politics », op cit.
38. Michael Bristow, « Malaysian Scandal highlights political funding problems », *BBC*, 25 mars 2016.
39. Andrew Harding, « Malaysia's troubles just beginning », *East Asia Forum*, 11 septembre 2015.
40. Tom Wright & Bradley Hope, « 1MDB and the Money Network of Malaysian Politics », op cit.
41. Andrew Harding, « Malaysia's troubles just beginning », op cit.
42. Tom Wright, « Fund Controversy Threatens Malaysia's Leader », *The Wall Street Journal*, 18 juin 2015.
43. Tom Wright & Bradley Hope, « 1MDB and the Money Network of Malaysian Politics », op cit.

L'enjeu est fondamental pour l'UMNO : lors des élections de 2013, malgré les dépenses engagées par 1MDB et d'autres fonds officiels, la coalition qu'il dirige a perdu le vote populaire. L'opposition, constituée d'une alliance improbable entre trois partis aux électorats distincts, y remporta 51 % des suffrages, et la coalition au pouvoir 46,5 %[44]. En cause, notamment, le vote de la population « chinoise » qui s'est largement ralliée au parti démocrate (DAP), membre de l'opposition avec le parti de la justice d'Anwar Ibrahim (PKR) et avec le parti islamiste (PAS). Najib Razak parla même à l'époque d'un « tsunami chinois »[45]. Avec le scandale 1MDB, la popularité du gouvernement et de Najib Razak lui-même est en chute libre. En 2010, il pouvait se prévaloir d'un taux de 72 % d'opinions favorables ; fin 2015, une étude observa que 4 Malaisiens sur 5 étaient mécontents du gouvernement en place[46].

2.2. Plutôt qu'une démission, un durcissement des positions

Le Premier ministre Najib Razak continue de nier tout acte répréhensible. Pour lui, le scandale est le fruit d'un reporting biaisé par les médias étrangers et ceux de l'opposition politique en Malaisie, en même temps qu'une tentative de déstabilisation du gouvernement[47]. Celui qui avait notamment mis la priorité sur l'amélioration des relations avec les États-Unis se tourna rapidement vers l'antienne de l'ingérence des anciennes puissances coloniales pour appeler au rassemblement derrière son gouvernement[48]. Quant au virement de 681 millions de dollars sur son compte, il a réagi en niant toute ambition d'enrichissement personnel et indiqué que les versements effectués étaient des donations de membres (non-identifiés[49]) de la famille royale saoudienne[50]. Toutefois, même de sources officielles, au moins 11,1 millions de dollars provenaient de Malaisie et plus particulièrement d'une firme appelée *SRC International* qui appartenait à 1MDB avant d'être transférée au ministère des Finances en 2012[51].

Mis sous pression pour son rôle dans le « schéma 1MDB » qu'il ne pouvait ignorer et pour un train de vie qu'il ne pouvait justifier, Najib Razak a refusé de démissionner. Dans la fuite en avant qui caractérise la scène politique malaisienne depuis 2014, il fit fermer plusieurs médias malaisiens trop critiques[52], renvoya le Vérificateur général – qui allait le citer à comparaître – pour des raisons de santé et le remplaça par un proche, qui décréta rapidement que les documents fournis par Najib Razak (justifiant les versements sur ses comptes comme une donation saoudienne) étaient suffisants pour mettre fin à son

44. « A tawdry victory », *The Economist*, 6 mai 2013.
45. *Ibid*em.
46. Greg Lopez, « Malaysia's political malaise », *East Asia Forum*, 21 octobre 2016.
47. Tom Wright, « Malaysia Leader Najib Razak Lashes Out Against His Critics in Party and Media », *The Wall Street Journal*, 28 février 2016.
48. Sara Schonhardt & Yantoultra Ngui, « Malaysia's Najib Razak, Beset by Growing Scandal, Demands Respect », *The Wall Street Journal*, 2 août 2016 ; Sue-Lin Wong, Praveen Menon & Nick Macfie, « Najib asks West to stop 'lecturing' as Malaysia embraces China », *Reuters*, 2 novembre 2016.
49. Jason Ng, « Malaysia Panel Wants Najib Razak to Explain $700 Million Donation », *The Wall Street Journal*, 5 août 2015.
50. Tom Wright, Bradley Hope & Yantoultra Ngui, « Doubts Raised About Claim of Saudi 'Donation' to Malaysia Prime Minister Najib Razak », *The Wall Street Journal*, 26 janvier 2016 ;Daniel Victor & Richard C. Paddock, « Path of $681 Million: From Saudi Arabia to Malaysian Premier's Personal Account », *The New York Times*, 15 avril 2016.
51. Denise Hruby, « Malaysia After the Scandal », *The Diplomat*, 1er février 2016.
52. Simon Roughneen, « Malaysia turns screw on media as politics realign », *Nikkei Asian Review*, 16 mars 2016.

enquête[53]. Le même Vérificateur général mit fin à l'enquête séparée de la Banque centrale malaisienne. Des journalistes australiens furent même interpellés et mis en détention pour avoir tenté d'interroger le Premier ministre sur l'affaire 1MDB[54].

Le Premier ministre a aussi élevé cinq membres de la commission d'enquête du Parlement à des postes ministériels où ils furent tenus à un devoir de réserve. Il n'hésita pas non plus à renvoyer son vice-Premier ministre, après que ce dernier eut appelé à ce que la transparence se fasse vis-à-vis des pratiques de 1MDB[55]. Rafizi Ramli, un parlementaire de l'opposition, a été condamné à 18 mois de prison pour avoir rendu public une partie du rapport du Vérificateur général sur l'affaire 1MDB – qui pour l'occasion avait été rendu secret[56], en vertu de la section 8 d'une loi de 1972 sur les secrets d'État[57]. Une autre figure de l'opposition, Tony Pua, a confirmé par la suite que lors de l'audition du Vérificateur général, des actifs enregistrés à l'étranger pour un total de 7 milliards de dollars ne pouvaient être formellement identifiés ou vérifiés[58]. Fin 2015, un ancien collaborateur de Najib Razak et son avocat furent même arrêtés pour « sabotage » après qu'ils eurent planifié de collaborer avec le FBI américain sur les transferts d'argent vers les comptes du Premier ministre[59].

2.3. La meilleure défense…

Pour faire face à cette situation, considérée comme désespérée pendant un temps[60], le gouvernement a ouvert un triple front. Le premier se rapporte à ce que l'ONG *Human Rights Watch* a décrit comme une « criminalisation de l'expression pacifique »[61]. Pour parvenir à consolider le climat « d'unité » qu'il souhaite[62], le gouvernement a considérablement renforcé l'arsenal législatif à sa disposition : alors qu'il avait notamment promis de mettre fin à la vielle loi sur la « sédition » lors de sa nomination au poste de Premier ministre, le gouvernement de Najib Razak l'a au contraire renforcée et utilisée pour imposer le silence à ses critiques. Sur la seule année 2015, il y eut 91 procès en sédition[63].

---

53. Manirajan Ramasamy, « Malaysia Probe Clears Najib of Graft Over Big Saudi Donation », *Bloomberg*, 26 janvier 2016.
54. Yantoultra Ngui, David Winning & Celine Fernandez, « Australian Journalists Investigating 1MDB Scandal Arrested in Malaysia », *The Wall Street Journal*, 14 mars 2016 ; « Australian journalists leave Malaysia after avoiding charges », *BBC*, 15 mars 2016.
55. AFP, « 1MDB scandal: Malaysia PM Najib Razak sacks deputy, attorney-general as corruption allegations mount », *ABC*, 28 juillet 2015; AP, « Malaysia PM sacks top officials over corruption probe ahead of Cameron visit », *The Telegraph*, 28 juillet 2015.
56. Yantoultra Ngui, Celine Fernandez & Patrick Barta, « Malaysian Leader Najib Razak Promised Openness, but Dissent Over 1MDB Stifled », *The Wall Street Journal*, 30 décembre 2016.
57. Shanti Gunaratnam, « Rafizi told to enter defence over disclosing contents of 1MDB audit report" », *The New Straits Times*, 1er septembre 2016 ; « 18 months' jail for Pandan MP Rafizi Ramli under fficial Secrets Act », *The Borneo Post*, 15 novembre 2016.
58. Tom Wright & Bradley Hope, « Malaysia's Probe into 1MDB Fund Was Flawed», *The Wall Street Journal*, 26 mai 2016.
59. James Hookway & Celine Fernandez, « Malaysia Arrests Another Critic of Prime Minister », *The Wall Street Journal*, 8 octobre 2015.
60. Greg Lopez, « Malaysia's Prime Minister: A Dead Man Walking? », *Forbes*, 8 août 2015; Donald Greenless, « Malaysia's political crisis: can Najib survive? », *ASPI Strategist*, 20 avril 2016.
61. « Creating a Culture of Fear. The Criminalization of Peaceful Expression in Malaysia », *Human Rights Watch*, 26 octobre 2015.
62. « Malaysia protest: PM Najib Razak calls for unity », *BBC*, 31 août 2015.
63. « Critical Crackdown: Freedom Of Expression Under Attack In Malaysia », *Amnesty International*, 26 janvier 2016; Bridget Welsh, « Najib's fear campaign », *New Mandala*, 2 décembre 2016.

En adoptant le *Security Offences (Special Measures) Act* de 2012, l'exécutif a pu justifier l'arrestation de quinze membres de la société civile, dont une figure majeure d'une plateforme citoyenne plaidant en faveur de la bonne gouvernance ; Maria Chin Abdullah[64]. Un caricaturiste malaisien risque une peine d'emprisonnement pour avoir publié sur internet une image de Najib Razak maquillé en clown – une image devenue le symbole de la dénonciation d'une culture politique corrompue pour une large partie de la jeunesse malaisienne[65]. Même les T-shirts jaunes furent interdits, à partir du moment où des manifestants commencèrent à en porter pour critiquer le gouvernement[66]. Une autre loi, le *National Security Council Act*, permet pour sa part d'avoir recours à la force létale sans contrôle du judiciaire[67].

En 2016, l'exécutif a également eu recours à un instrument politique désormais bien connu : le « *gerrymandering* », c'est-à-dire la délimitation des circonscriptions électorales en fonction d'intérêts partisans. Aujourd'hui, grâce à cette technique, la représentativité moyenne d'un siège au Parlement pour un membre de la coalition au pouvoir est de 53 928 votants, tandis que ce nombre passe à 106 392 pour l'opposition[68]. En d'autres termes, il faut à l'opposition en moyenne deux fois plus de votes que la coalition au pouvoir pour obtenir un siège au Parlement.

Fin 2016, la commission électorale de Malaisie a annoncé une nouvelle carte des circonscriptions électorales, qui semble fragiliser plus encore la position de l'opposition dans le processus électoral[69].

2.4. Une opposition fragmentée

Le deuxième front se rapporte à la redéfinition du rapport de force entre la coalition au pouvoir et l'opposition. L'opposant historique Anwar Ibrahim, seul à avoir réussi à constituer et maintenir une opposition relativement unie, purge actuellement une peine de prison pour sodomie – dans ce qu'un représentant de *Human Rights Watch* a qualifié de « vendetta politique » de la part de Najib Razak[70]. C'est la deuxième fois qu'il est jugé pour ce « crime », et une Cour fédérale a confirmé en 2015 son jugement, invalidant de la sorte toutes ses chances de participer aux prochaines élections générales : la loi malaisienne interdit en effet d'être candidat à une élection moins de cinq ans après une condamnation en justice.

En l'absence d'Anwar, la coalition d'opposition s'est pratiquement effondrée[71]. Le parti islamiste PAS s'est désolidarisé de ses partenaires en 2015, en raison de différences profondes sur leurs projets politiques : le PAS est un parti pro-malais et cherche à faire

64. Shanti Gunaratnam, « Maria Chin challenges detention under Sosma », *The New Straits Times*, 22 novembre 2016; Aude Vidal, « Malaisie : la nouvelle aura de Maria Chin, leader du mouvement Bersih », *AsiaLyst*, 29 novembre 2016.
65. Maddison Connaughton, « Meet the Malaysian Artist Fighting Government Corruption with a Cartoon », *Vice*, 5 avril 2016 ; Emma Richards, « Fahmi Reza has ruffled many feathers in his time. Now he's being celebrated for it », *Asian Correspondent*, 8 février 2017.
66. « The Najib Effect », *The Economist*, 3 mars 2016.
67. Amrita Malhi, « Najib fights to retain control after 1MDB scandal », *East Asia Forum*, 31 décembe 2016.
68. Lim Li Ann, « Crossing the line », *New Mandala*, 29 novembre 2016.
69. *Ibidem.*
70. Oliver Holmes, « Anwar Ibrahim: Malaysian court upholds jailing of key rival to PM », *The Guardian*, 14 décembre 2016.
71. Shamim Adam, « Malaysian Opposition Spats Give Premier Najib Breathing Room », *Bloomberg*, 6 juin 2016.

appliquer la charia dans le pays, tandis que le DAP se veut un parti « multi-ethnique » (perçu comme favorable aux intérêts de la population « chinoise ») et séculariste. En l'absence de son leader historique, le parti d'Anwar (le parti de la justice ou « PKR »), qui repose sur une base centriste et « multi-ethnique », n'est pas parvenu à maintenir une cohérence d'ensemble. Reste que le vote de la population « malaise », le socle historique de l'UMNO, est lui aussi mis en cause : moins d'un tiers de cette frange de l'électorat apparaît contente de la performance du gouvernement[72].

En prévision des prochaines élections, et conscient de sa position stratégique, le PAS cherche à s'imposer comme le nouveau « faiseur de rois » : son leader Abdul Hadi Awang a déclaré que le parti abandonnait la tradition « d'être dans l'opposition pour le principe d'être dans l'opposition » et s'associerait « à quiconque ferait avancer les principes de l'Islam »[73]. Or, depuis 2015, Najib Razak a multiplié les gestes d'ouverture vers le PAS : lors de la dernière assemblée générale de l'UMNO, il a ainsi soutenu le projet du PAS d'instituer le code pénal islamique (« *hudud* ») à l'échelle de la Fédération[74].

Il parla même d'un « horrible cauchemar » si le DAP devait gagner les prochaines élections et se déclara « confiant que les Malais et Bumiputera[75] auront peur et seront anxieux, et qu'ils s'accrocheront fermement à l'UMNO »[76].

De plus, la compétition pour le vote malais s'est considérablement accrue avec la création en 2016 d'un nouveau parti : le Parti *Pribumi Bersatu Malaysia* (PPBM) ou parti « Bersatu », dirigé par l'ancien vice-Premier ministre Muhyiddin Yassin et par l'ancien Premier ministre Mahathir (au pouvoir de 1981 à 2003). À partir de 2015 et de l'éclatement du scandale 1MDB, ce dernier a pris la tête de la contestation et appelé à la démission de Najib Razak[77]. À 91 ans, Mahathir a même décidé de faire bloc avec Anwar Ibrahim – qu'il a pourtant lui-même accusé de sodomie[78], ainsi qu'avec le DAP[79] et son leader Lim Kit Siang, un autre opposant qu'il avait emprisonné selon les termes d'une législation draconienne aujourd'hui amendée – l'*Internal Security Act* de 1960[80].

---

72. Greg Lopez, « Malaysia's political malaise », op cit.
73. Shamim Adam, « Malaysian Opposition Spats Give Premier Najib Breathing Room », *op cit.*
74. Koi Kye Lee, « Najib backs hudud laws, says Muslims should support them », *Today*, 29 novembre 2016; Kate Mayberry, « Kuala Lumpur rally calls for stricter Islamic law », *Al Jazeera*, 18 février 2017.
75. Le concept de « *bumiputera* » ou « fils du sol » en malaise regroupe les populations autochtones de Malaisie, par opposition aux minorités « chinoises » ou « indiennes ». Voir par exemple : Sharon Siddique & Leo Suryadinata, « Bumiputra and Pribumi: Economic Nationalism (Indiginism) in Malaysia and Indonesia », *Pacific Affairs*, Vol. 54, N° 4, 1981-82, p. 662-687 ; Vejai Balasubramaniam, « A Divided Nation: Malay Political Dominance, Bumiputera Material Advancement and National Identity in Malaysia », *National Identities*, Vol. 9, N° 1, 2007, p. 35-48 ; Geoff Wade, « The Origins and Evolution of Ethnocracy in Malaysia », *The Asia-Pacific Journal*, Vol. 7, Issue 47, N° 4, 16 novembre 2009.
76. Shannon Teoh & Trinna Leong, « Najib burnishes PM credentials, warns against rule by Chinese-dominated opposition at Umno assembly », *The Straits Times*, 1er décembre 2016.
77. Oliver Holmes & David Munk, « Malaysia's Mahathir: strongman turns activist to unseat former protégé », *The Guardian*, 23 octobre 2015.
78. Stéphanie Giry, « Malaysian Rivals' Reunion Highlights Shifting Political Alliances », *New York Times*, 6 septembre 2016.
79. « Malaysia's former PM Mahathir says he was wrong about opposition DAP », *The Straits Times*, 4 décembre 2016; Joceline Tan, « Malaysian politics comes full circle », *The Star*, 5 décembre 2016 ; « Mahathir: Can't form Opposition coalition without DAP », *AsiaOne*, 15 février 2017.
80. William Case, « What A Handshake Between Mahathir and Anwar Really Means For Malaysia », *South China Morning Post*, 12 septembre 2016.

2.5. Un glissement qui déborde des frontières

Dans ce contexte d'une anticipation fiévreuse des prochaines élections, Najib Razak et Mahathir ont chacun recours à un argumentaire ethnique et religieux pour emporter le vote malais, mobilisant tous les deux les spectres d'une interférence étrangère et de graves troubles internes – au sein d'une fédération fragile[81]. C'est là le troisième front ouvert par le gouvernement : celui des relations internationales.

Mahathir a appelé au renversement de Najib Razak, même au prix d'interférences étrangères car, dit-il, « toutes les voies démocratiques ont été épuisées en interne »[82].

Pour appuyer son message, il a pointé les accords commerciaux avec la Chine conclus par le gouvernement comme la preuve que Najib Razak vend le pays aux intérêts étrangers[83]. Un argumentaire qui ne manque pas d'ironie, ayant lui-même mené une politique étrangère pro-chinoise et très critique de l'Occident lorsqu'il était Premier ministre.

Najib Razak, quant à lui, rejette les critiques de son ancien mentor en l'accusant de favoriser l'ingérence de puissances étrangères, et de pousser au chaos en interne. Plusieurs cadres de l'UMNO ont décrit l'enquête du Département de la Justice américain comme une conspiration étrangère pour mettre à mal la démocratie malaisienne[84].

Au vu des enjeux et de la convocation répétée d'intérêts étrangers, les risques de débordement sont grands. Les choix politiques qui sont posés aujourd'hui vont vraisemblablement peser sur la scène politico-diplomatique régionale. Fin 2016, dans un discours destiné à s'attirer les grâces du parti islamiste malaisien (PAS), Najib Razak a critiqué le gouvernement d'Aung San Suu Kyi pour sa gestion de la crise des Rohingyas, parlant même de génocide[85]. Un tel développement représente une atteinte majeure au principe premier de la solidarité régionale en Asie du Sud-Est: la non-interférence dans les affaires intérieures des autres membres. Un précédent d'autant plus problématique que Najib Razak a appelé son homologue indonésien à le rejoindre dans sa critique[86].

Par contre, au vu des troubles qu'occasionne l'affaire 1MDB à l'étranger, le gouvernement malaisien a adopté une position beaucoup plus consensuelle à l'égard de Pékin, malgré les disputes territoriales qui opposent les deux pays en mer de Chine méridionale. La firme parastatale *China General Nuclear Power Corp*. a ainsi accepté de racheter les parts de 1MDB dans plusieurs centrales électriques pour 2,3 milliards de dollars[87]. Fin 2016, la visite de Najib Razak en Chine a débouché sur des accords commerciaux évalués à plus de 34 milliards de dollars.

---

81. James Chin, « Malaysia the fragile federation », *New Mandala*, 31 août 2016.
82. « Why Is The Former Prime Minister Of Malaysia Trying To Overthrow The Current One Al Jazeera Asks Mahathir », *Malaysian Digest*, 29 juillet 2016.
83. Sheridan Mahavera, « Why Malaysia's hopes for a post-racial politics are fading-even if Mahathir is not 'anti-Chinese' », *South China Morning Post*, 5 février 2017.
84. Sheridan Mahavera, « An American Conspiracy To Oust Malaysia's Najib – Or A Propaganda War? », *South China Morning Post*, 28 août 2016.
85. Praveen Menon, « Malaysia PM opens thorny debate in accusing Myanmar of genocide », *Reuters*, décembre 2016.
86. David Hutt, « Najib's Dangerous and Self-Serving Rohingya Campaign », *The Diplomat*, 24 décembre 2016.
87. P.R. Venkat & Rick Carew, « China's Clout in Malaysia Set to Grow After 1MDB Deal », *The Wall Street Journal*, 24 novembre 2015.

Alors qu'il avait consacré énormément d'énergie à l'amélioration des relations avec Washington dans le champ sécuritaire, pour faire contrepoids à l'influence grandissante de la Chine, le Premier ministre malaisien a par ailleurs signé un contrat pour l'achat de quatre navires de combat chinois[88].

Avec ce mouvement de balancier, interne et international, c'est le système régional dans son ensemble qui semble déstabilisé. D'abord, une Malaisie qui s'entend avec la Chine pour gérer leur différend en mer de Chine méridionale par un canal bilatéral, c'est une chance en moins pour l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)[89] de présenter un front commun parmi ses membres et de parvenir à mettre en œuvre un Code de Conduite (« CoC ») dans la région.

Ensuite, l'opposition Mahathir-Najib va probablement se nourrir de ce réalignement d'une manière qui pourrait faire des émules dans une région où les investissements chinois suscitent souvent l'inquiétude des populations. Cette radicalisation s'est d'ailleurs déjà vue dans le cas d'un projet immobilier pharaonique – estimé à environ 100 milliards de dollars – à Johore, porté par une joint-venture sino-malaisienne. Pour Mahathir, les 700 000 personnes qui y seront à terme logés représenteront une « enclave chinoise » : le gouvernement aura vendu son territoire (et, en filigrane, sa souveraineté) à la Chine[90].

Conclusion

Le scandale 1MDB est unique par le montant des sommes détournées : au moins 3,5 milliards de dollars, d'après la Justice américaine. Mais il est aussi révélateur d'un dysfonctionnement profond du système politique malaisien. Il est également le catalyseur d'une dérive autocratique qui trouve un écho trop récurrent que pour être seulement passager dans toute la région d'Asie du Sud-Est.

Au travers des enquêtes de différents journaux et administrations, il apparaît aujourd'hui que le fonds 1MDB a été utilisé comme caisse noire à l'UMNO, et comme source d'argent facile pour un petit groupe de proches du Premier ministre qui en ont soutiré des sommes folles pour des dépenses qui l'étaient tout autant. Après qu'il apparut que le Premier ministre lui-même était impliqué dans ces détournements, peu d'observateurs extérieurs semblaient confiants en sa capacité de rester en place.

Pourtant, Najib Razak n'a pas démissionné. Bien au contraire, il a allumé une série de contre-feux. D'abord, son gouvernement a fait un usage intensif de législations liberticides – la plupart héritées du passé ou détournées de leur objectif – pour faire taire ses critiques, aussi bien dans les institutions publiques (comme au Parlement) que dans la rue, dans les arts ou dans les médias. Ensuite, Najib Razak a réussi à resserrer les rangs de son parti derrière lui, présentant les prochaines élections générales comme un défi existentiel qu'il serait seul à même de remporter.

88. Chris Blake et Shamim Adam, « Malaysia to Purchase Four Navy Ships From China in Landmark Deal », *Bloomberg*, 2 novembre 2016.

89. L'ASEAN rassemble le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

90. Alvin Cheng-Hin Lim, « The China Factor in Malaysian Politics », *IPP Review*, 24 janvier 2017.

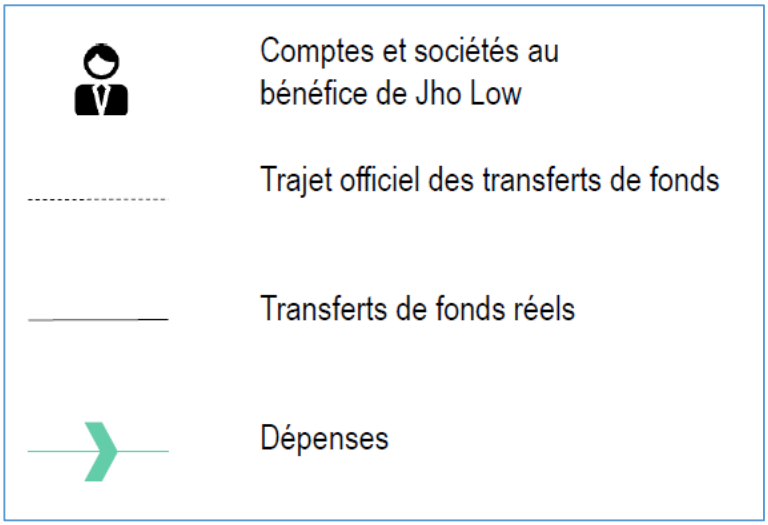
Pour gagner ce pari, Najib Razak peut compter sur une opposition politique en lambeaux, un état de fait qu'il a favorisé grâce aux procès intentés à l'encontre de l'opposant historique Anwar Ibrahim. Il lui reste néanmoins à consolider le soutien de la population malaise, affectée par des conditions économiques dégradées et craignant la fin des privilèges d'une politique de discrimination positive en place depuis 1971. Pour ce faire, il joue des clivages présents dans une société déjà fragilisée par ses clivages socioreligieux.

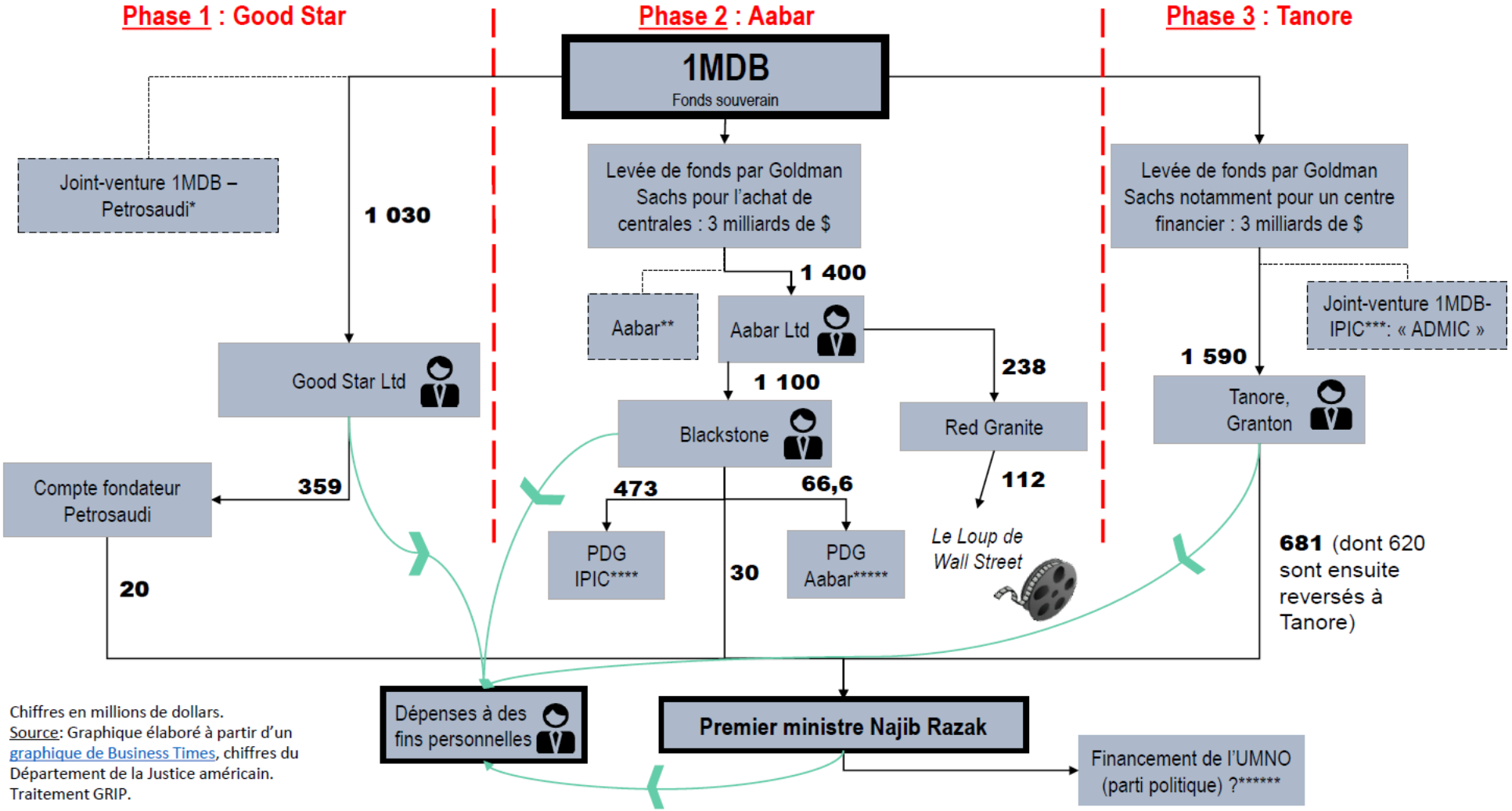
Le calcul est astucieux : en jouant la carte de l'islam politique, l'UMNO gagne un partenaire utile (le parti islamiste PAS) en même temps qu'il divise l'opposition et la cantonne dans le rôle de « parti chinois ». C'est cependant un calcul risqué. Le creusement des lignes de fracture risque de fragiliser les institutions démocratiques, déjà mises à mal par les pratiques électorales et affairistes de la coalition au pouvoir. D'autant plus que la prise de positions de l'ancien Premier ministre Mahathir, qui cherche à mobiliser le vote malais en faveur de l'opposition, contraint le gouvernement à la surenchère.

Une telle surenchère est appelée à déborder des frontières nationales. En accusant le gouvernement du Myanmar de « génocide » à l'encontre des Rohingyas, Najib Razak met à mal la solidarité régionale en Asie du Sud-Est. En se rapprochant de la Chine sans plus compter sur le contrepoids américain, il participe à une redéfinition du rapport de force dans toute la région. La trajectoire politique malaisienne apparaît dès lors incertaine, mais aussi particulièrement déterminante et déstabilisatrice pour toute l'Asie orientale.

* * *

Légende du schéma





Chiffres en millions de dollars.
Source: Graphique élaboré à partir d'un graphique de Business Times, chiffres du Département de la Justice américain.
Traitement GRIP.

*La JV 1MDB-*PetroSaudi* était la destinataire officielle du montant frauduleusement versé sur le compte « *Good Star* ».
***Aabar* est une filiale d'IPIC (voir ci-dessous), destinataire officiel du montant frauduleusement versé sur le compte « *Aabar Ltd.* ».
***IPIC est un fonds souverain d'Abu Dhabi. La JV « ADMIC » était la destinataire officielle du montant frauduleusement versé sur les comptes « *Tanore* » et « *Granton* ».
****Directeur exécutif d'IPIC: Khadem Adbulla Al Qubaisi.
***** Directeur exécutif d'*Aabar* (filiale d'IPIC): Badawy Al-Husseiny.
******Il s'agit d'une affirmation de Najib Razak pour expliquer les transferts de fonds, qu'il n'a toutefois pas prouvé.

L’auteur

Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP depuis 2011, où ses recherches portent principalement sur les enjeux stratégiques en Asie-Pacifique.

Avec le soutien de la



Wallonie